



HAL
open science

Chronique “ Philosophie morale et politique ” 2017-2018

Fabien Ferri, Caroline Guibet Lafaye, Gilles Campagnolo, Denise Celentano,
Morgana Farinetti, Charles Girard, Clément Mougombili, Emmanuel Picavet,
Bernard Reber, Cédric Rio

► **To cite this version:**

Fabien Ferri, Caroline Guibet Lafaye, Gilles Campagnolo, Denise Celentano, Morgana Farinetti, et al.. Chronique “ Philosophie morale et politique ” 2017-2018. *Revue de Métaphysique et de Morale*, 2019, 102, pp.95-122. 10.3917/rmm.192.0095 . hal-02185652

HAL Id: hal-02185652

<https://hal.science/hal-02185652v1>

Submitted on 9 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chronique

« Philosophie morale et politique »

2017-2018

La Chronique « Philosophie morale et politique » est réalisée pour la Revue de métaphysique et de morale par une équipe de rédacteurs. Elle est coordonnée par Caroline Guibet Lafaye et Fabien Ferri, et sous la responsabilité de ce dernier au sein du Centre de Documentation et de Bibliographie Philosophiques de l'université de Franche-Comté (EA 2274 CDBP-Logiques de l'agir).

1. Anderson (Elizabeth), *Private Government. How Employers Rule Our Lives (and Why We Don't Talk about It)*, Princeton, Princeton University Press, 2017.
2. Baqué (Philippe), *Homme augmenté, humanité diminuée. D'Alzheimer au transhumanisme, la science au service d'une idéologie hégémonique et mercantile*, Marseille, Agone, 2017.
3. Barbier (Jean-Claude) (dir.), *Économie sociale et solidaire et État. À la recherche d'un partenariat pour l'action*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France / IGPDE, 2017.
4. Battini (Michele), *Utopie et tyrannie. Repenser l'histoire du socialisme européen. Voyage dans les archives Halévy*, Paris, éd. Rue d'Ulm, 2017.
5. Bhattacharya (Tithi) (eds), *Social Reproduction Theory*, London, Pluto Press, 2017.
6. Boucher (Manuel), Pleyers (Geoffrey) & Rebughini (Paola) (dir.), *Subjectivation et désobjectivation. Penser le sujet dans la globalisation*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.
7. Busch (Lawrence), *Knowledge for Sale. The Neoliberal Takeover of Higher Education*, Cambridge-MA, The MIT Press, 2017.
8. Butler (Judith), Gambetti (Zeynep), Sabsay (Leticia) (eds), *Vulnerability in Resistance*, Durham, Duke University Press, 2016.
9. Châton (Gwendal), *Introduction à Raymond Aron*, Paris, La Découverte, 2017.
10. Coakley (Mathew), *Motivation Ethics*, Londres, Bloomsbury, 2017.
11. Cree (Vivienne E.), Clapton (Gary) & Smith (Mark) (eds), *Revisiting Moral Panics*, Bristol, Policy Press – Bristol University Press, 2016.

12. Cukier (Alexis), *Le Travail démocratique*, Paris, Presses universitaires de France, 2018.
13. Cusset (François), *Le Déchaînement du monde. Logiques nouvelles de la violence*, Paris, La Découverte, 2018.
14. Daho (Grégory), *La Transformation des armées. Enquête sur les relations civilo-militaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.
15. Deligny (Fernand), *Lettres à un travailleur social*, Paris, L'Arachnéen, 2017.
16. Dorlin (Elsa), *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.
17. Douai (Ali) et Plumecocq (Gaël), *L'Économie écologique*, Paris, La Découverte, 2017.
18. Feher (Michel), *Le Temps des investis. Essai sur la nouvelle question sociale*, Paris, La Découverte, 2017.
19. Fernandes (Sujatha), *Curated Stories. The Uses and Misuses of Storytelling*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
20. Ferro (Marc), *Des soviets au communisme bureaucratique. Les mécanismes d'une subversion* (1980), avant-propos inédit, Paris, Gallimard, 2017.
21. Frankfurt (Harry Gordon), *De l'inégalité*, Genève, Markus Haller, 2017.
22. Gauny (Gabriel), *Le Philosophe plébéien*, textes présentés par Jacques Rancière, Paris, éd. La Fabrique, 2017.
23. Genel (Katia) (dir.), *La Dialectique de la raison, sous bénéfice d'inventaire*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.
24. Gibaud (Stéphanie), *La Traque des lanceurs d'alerte*, Paris, Max Milo, 2017.
25. Gissinger-Bosse (Célia), *Être juré populaire en cour d'assises. Faire une expérience démocratique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.
26. Greene (Joshua), *Tribus morales. L'émotion, la raison et tout ce qui nous sépare*, Genève, Markus Haller, 2017.
27. Gros (Frédéric), *Désobéir*, Paris, Albin Michel, 2017.
28. Habermas (Jürgen), *Parcours 1 (1971-1989). Sociologie et théorie du langage, pensée post-métaphysique*, trad. C. Bouchindhomme et R. Rochlitz, Paris, Gallimard, 2018.
29. Habermas (Jürgen), *Parcours 2 (1990-2017). Théorie de la rationalité, théorie du langage*, trad. C. Bouchindhomme, F. Joly et V. Pratt, Paris, Gallimard, 2018.

30. Hardt (Michael) & Negri (Antonio), *Assembly*, Oxford, Oxford UP, 2017.
31. Hicks (Marie), *Programmed Inequality. How Britain Discarded Women Technologists and Lost Its Edge in Computing*, Cambridge-MA, The MIT Press, 2017.
32. Jonas (Hans), *Comment la personne est devenue sacrée*, Genève, Labor et Fides, 2016.
33. Knüfer (Auréli), *Intervention et libération d'Edmund Burke à John Stuart Mill*, Paris, Classique Garnier, 2017.
34. Kracauer (Siegfried), *Politique au jour le jour*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.
35. Kramer (Sina), *Excluded Within. The (Un)Intelligibility of Radical Political Actors*, Oxford, Oxford UP, 2017.
36. Laborde (Cécile), *Liberalism's Religion*, Cambridge-MA, Harvard University Press, 2017.
37. Laval (Christian), *L'Homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris, Gallimard, 2017.
38. Laval (Christian), *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, Paris, La Découverte, 2018.
39. Le Jallé (Éléonore), *Les Limites de la raison et les règles de justice. La morale du libéralisme selon Hayek*, Paris, Hermann, 2017.
40. Lemoine (Simon), *Micro-violences. Le régime du pouvoir au quotidien*, Paris, CNRS Éditions, 2017.
41. Lhéréte (Héloïse), *Michel Foucault*, Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2017.
42. Lowenhaupt Tsing (Anna), *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017.
43. Martuccelli (Danilo), *La Condition sociale moderne. L'avenir d'une inquiétude*, Paris, Gallimard, 2017.
44. Mineur (Didier), *Le Pouvoir de la majorité. Fondements et limites*, Paris, Classiques Garnier, 2017.
45. Møhring Reestorff (Camilla), *Culture War. Affective Cultural Politics, Tepid Nationalism, and Art Activism*, Chicago, University of Chicago Press, 2017.
46. Parizeau (Marie-Hélène) & Kash (Soheil) (éd.), *À chacun son développement durable ? De la diversité culturelle aux nanotechnologies*, Québec, Presse de l'Université Laval, 2016.
47. Patu et Schrupp (Antie), *A Brief History of Feminism*, Cambridge-MA, The MIT Press, 2017.

48. Poirier (Nicolas), *Canetti. Les métamorphoses contre la puissance*, Paris, Michalon, 2017.
49. Renault (Emmanuel), *L'Expérience de l'injustice. Essai sur la théorie de la reconnaissance*, Paris, La Découverte, 2017.
50. Richard (Louis-André) (dir.), *Penser le politique à l'heure de l'éclatement des repères et de la menace de nouvelles servitudes*, Laval, Presses de l'Université Laval, 2017.
51. Rogan (Tim), *The Moral Economists*, Princeton, Princeton University Press, 2017.
52. Schaff (Kory P) (eds), *Fair Work. Ethics, Social Policy, Globalization*, London, Rowman & Littlefield, 2017.
53. Scheidel (Walter), *The Great Leveler. Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2017.
54. Steiner (Jürg), Jaramillo (Maria Clara), Rousiley (C. M. Maia), Mameli (Simona), *Deliberation across Deeply Divided Societies. Transformative Moments*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
55. Talpin (Julien), O'Miel (Julien) et Frégosi (Frank) (dir.), *L'Islam et la Cité. Engagements musulmans dans les quartiers populaires*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
56. Troude-Chastenet (Patrick) (dir.), *Penser et panser la démocratie*, Paris, Classiques Garnier, 2017.
57. Van Parijs (Philippe) et Vanderborght (Yannick), *Basic Income. A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*, Cambridge-MA, Harvard University Press, 2017.
58. Vergès (Françoise), *Le Ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*, Paris, Albin Michel, 2017.
59. Vial (Theodore), *Modern Religion, Modern Race*, Oxford, Oxford UP, 2016.
60. Waldron (Jeremy), *One Another's Equals. The Basis of Human Equality*, Cambridge-MA, Harvard University Press, 2017.
61. Wieviorka (Michel) (dir.), *Les Solidarités*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions, 2017.
62. Wright (Erik Olin), *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.
63. *Neuf essentiels pour penser la culture en commun(s)*, ouvrage collectif, avec une introduction d'Irène Favero, Culture & Démocratie, 2017.
64. *Revue d'histoire de la pensée économique*, Paris, Classiques Garnier, 2017/2, n° 4.

65. Revue *Mouvements*, « Se protéger de la police, se protéger sans la police », n° 92, Paris, La Découverte, 2017.
66. Revue *Réseaux*, « L'internet des droites extrêmes », n° 202-203, Paris, La Découverte, 2017.

HISTOIRE DES DOCTRINES

XIX^e SIÈCLE

Jacques Rancière a rassemblé les textes de Gabriel Gauny, *Le Philosophe plébéien* [22] et menuisier de son état, qui sont autant d'hymnes à l'émancipation rédigés à partir de la condition ouvrière assumée par l'auteur. L'originalité de ces textes consiste à proposer une inversion concrète des logiques de la revendication qui lie les chances du progrès ouvrier aux mécanismes de l'économie politique ainsi qu'à suggérer une économie alternative où la valeur des biens est appréciée et mesurée en termes de liberté gagnée. L'émancipation est alors conçue comme le mouvement incessant par lequel un corps et une âme se soustraient aux manières d'être imposées par l'économie capitaliste.

XX^e SIÈCLE

L'édition par Michele Battini des « Papiers Halévy » [4], conservés dans les archives de l'ENS, offre l'occasion d'une incursion dans l'histoire du socialisme européen dans laquelle l'auteur met en évidence une double généalogie : d'une part, la formation d'un socialisme hiérarchique et autoritaire, fondé sur le paradigme de la communauté corporative et, d'autre part, un socialisme libéral considérant la révolution des droits et l'État constitutionnel comme une rupture positive. Cette généalogie permet à É. Halévy d'expliquer l'affirmation d'une perspective stratégique qui, de Saint-Simon à Lassalle, de Kautsky aux bolcheviks, a dans la construction de la justice sociale attribué une fonction fondamentale à l'organisation d'une économie centralisée, étatisée et administrée par des organes de planification. L'édition de ce testament intellectuel donne aussi accès à l'interprétation par É. Halévy de la tyrannie, nourrie par une réflexion

sur les traits communs des nouveaux régimes autoritaires et totalitaires du XX^e siècle.

L'histoire nous raconte que les dernières années de la République de Weimar (1929-1933) avant l'accès d'Hitler au pouvoir se caractérisèrent par une forte instabilité politique qui s'accompagna d'un climat général de tension et d'insatisfaction au niveau social. L'ouvrage [34] est un recueil d'images et d'observations élaborées « de l'intérieur » d'un contexte en train de s'écrouler, fixées par le regard fin et impliqué d'un intellectuel socialiste de l'époque. En tant que correspondant à Berlin du quotidien libéral *Frankfurter Zeitung*, Krakauer vise en effet à capturer des facettes hétérogènes de la vie des Berlinoises durant une période qui s'étend du printemps 1930 jusqu'au lendemain de l'incendie du Reichstag en février 1933. Allant de la description des manifestations politiques dans la rue aux réflexions sur les nouveaux phénomènes culturels qui attirent les masses ainsi que sur les changements sociologiques en train de se produire, Krakauer nous permet de respirer l'atmosphère d'une réalité bouleversée où l'on pressent le naufrage imminent de l'idéal social-démocratique. Il s'agit d'un reportage qui nous offre pourtant beaucoup plus qu'un regard « photographique » sur la réalité de Berlin du début des années 1930. Les images fixées par Krakauer apparaissent en effet comme étant de véritables méditations philosophiques et sociologiques nourries d'observations qui témoignent non seulement de la finesse de son regard mais nous révèlent aussi l'esprit désenchanté et ironique d'un intellectuel lucide de l'époque, face à une réalité qui prendra très vite un cours déterminant pour l'histoire de l'Europe entière.

L'important ouvrage collectif coordonné par K. Genel [23] identifie avec précision, à partir de différents horizons, le modèle critique original élaboré par Horkheimer et Adorno. L'attention aux aspects historiques et au rapport à l'histoire s'avère précieux pour cerner une œuvre, *La Dialectique de la raison*, qui se distingue par la dimension réflexive de son insertion dans le XX^e siècle. Il s'agit en second lieu de mettre en cause ce modèle, de l'interroger avant d'en examiner la pertinence renouvelée dans des développements contemporains qui restent largement à concevoir.

Le livre de Nicolas Poirier [48] est une excellente entrée en matière à *Masse et puissance* (1960), l'ouvrage théorique de l'écrivain et prix Nobel de littérature (1981) Elias Canetti. Il met en exergue les interrogations essentielles qui traversent cette œuvre, à savoir le rapport entre l'exercice du pouvoir et la mort. Il met aussi en évidence la capacité des individus à pouvoir vivre en société, par-delà les identités dans lesquelles les enferme le pouvoir, ou encore la capacité humaine à résister à la violence du pouvoir. Canetti fait ce rapport à partir d'une expérience existentielle propre : l'incendie du palais de justice de Vienne,

le 15 juillet 1927, en signe de protestation contre l'acquiescement des policiers jugés pour avoir tué des ouvriers lors d'une manifestation. Il observe que l'exercice du pouvoir s'accompagne toujours d'une volonté de puissance, sentiment de domination sans limites qui enthousiasme le chef despote. Cette tendance du tyran à vouloir toujours plus de puissance le conduit à la paranoïa, la crainte permanente d'un contact extérieur au pouvoir pouvant compromettre cette soif de puissance. D'où l'importance pour le despote de maintenir ses sujets à distance à travers les hiérarchies et les différences statutaires au sein du corps politique. Il se prémunit ainsi du danger que pourrait représenter la proximité avec ses sujets. Pour résister à cette volonté de puissance paranoïaque, le peuple dominé doit rejeter les hiérarchies et les distances qui le figent et l'empêchent de se mouvoir dans d'autres espaces pouvant ouvrir des possibilités nouvelles.

Dans *Les Limites de la raison et les règles de justice* [39], Éléonore Le Jallé se focalise sur la conception morale du libéralisme développée par Friedrich Hayek (1899-1992), en explorant les liens philosophiques que ce dernier entretient avec David Hume (1711-1776). Contre le penseur autrichien, qui affirmait que sa conception du libéralisme s'inspirait voire pouvait être identifiée à celle défendue par le philosophe du XVIII^e siècle, Éléonore Le Jallé défend que les deux pensées se différencient principalement dans leur conception de l'abstraction, et en conséquence du rôle qui doit être dévolu à l'État. Pour Hayek, la capacité d'abstraction est fondamentale pour expliquer la thèse de l'ordre spontané, selon laquelle l'ordre social résulte de l'agrégation des comportements et décisions des individus : si les êtres sont doués de raison, ceux-ci n'ont pas la capacité de forger l'ensemble de cet ordre social et des règles qui le régissent, en particulier sur le plan de la justice distributive, car ils ne peuvent en maîtriser l'ensemble des tenants et aboutissants. En conséquence, les pouvoirs publics ne peuvent prétendre être à l'origine de cet ordre social ou le régler, et se voient donc dotés de prérogatives minimalistes. Or, comme le défend Éléonore Le Jallé en se référant à sa conception de la convention, Hume prétend au contraire qu'il peut être demandé à l'action gouvernementale de préserver ce même ordre social en impulsant des objectifs communs qui soient conformes à ceux d'une majorité des individus.

Se présentant comme une introduction synthétique à l'ensemble de la pensée politique de Raymond Aron (1905-1983), l'ouvrage de G. Châton [9] associe évidemment la philosophie à l'ensemble des sciences sociales concernées. Grâce à des analyses consacrées aux rapports d'Aron à des développements contemporains (influence prédominante de Hayek, école nord-américaine des « Choix publics », école « réaliste » des Relations internationales...), les

aspects durables de son apport personnel sont plus aisés à apercevoir. On appréciera particulièrement le crédit accordé à une relecture de Tocqueville qui ne minimise pas, chez le dernier Aron, les risques proprement politiques et républicains d'un développement sans limites de l'individualisme dogmatique.

Lorsqu'on parle d'inégalités, on a tendance à ne penser qu'aux inégalités matérielles. La plupart des critiques récentes du capitalisme focalisent leur attention sur ces dernières. Toutefois, il y a une tradition intellectuelle qui remonte au XX^e siècle pour laquelle la privation matérielle ne compte pas moins que ses conséquences morales. Tim Rogan reconstruit [51] les itinéraires intellectuels de trois « économistes moraux » dont l'apport n'est pas suffisamment valorisé aujourd'hui : R. H. Tawney (1880-1962), K. Polanyi (1886-1964), E. P. Thompson (1924-1993). Chacun présente une perspective originale ; tous ont remis en cause la pensée utilitariste et les philosophies du laisser-faire, à l'époque dominante, en dévoilant ce que le calcul du bien-être agrégé ne peut pas expliquer dans les interactions économiques. Rogan soutient que les débats contemporains sur les inégalités bénéficieraient de l'apport de ces perspectives alternatives, pourvu qu'on les réadapte aux nouvelles exigences du XXI^e siècle.

Les deux tomes intitulés *Parcours* réunissent une trentaine de textes de Jürgen Habermas [28-29], inédits ou introuvables en français, couvrant une période de près d'un demi-siècle. Le premier volume (1971-1989) est consacré, d'une part, au tournant linguistique opéré par Habermas au début des années 1970, à travers les cinq conférences intitulées *Contributions à la fondation de la sociologie sur la théorie du langage* et, d'autre part, à l'élaboration du thème de la pensée post-métaphysique dans une série de textes des années 1980. Il se clôt sur la traduction du texte intégral (jusqu'ici seulement disponible en français en version abrégée) du texte séminal de 1989, « La souveraineté populaire comme procédure », annonçant les réflexions politiques des années ultérieures. Le second tome (1990-2017) fait la part belle aux analyses morales et politiques sur les droits de l'homme, le droit international et le cosmopolitisme, ainsi qu'aux investigations sur la religion dans un cadre post-métaphysique. Accompagnés d'une bibliographie complète des œuvres de l'auteur, ces volumes offrent au lecteur français une vision plus complète du cheminement du philosophe allemand.

THÉORIES DE LA DÉMOCRATIE

Jürg Steiner a été parmi les premiers à se servir des travaux théoriques sur la démocratie délibérative pour outiller de vrais travaux empiriques. Avec

d'autres, il a proposé et raffiné l'*Index de qualité du discours* (2005). Dans cet ouvrage collectif [54], il va plus loin et affronte deux problèmes importants : celui des dynamiques et des moments de transformations de la délibération, et celui des défis des sociétés très divisées. En effet, pour le premier, pas de résultats à la délibération si personne n'est prêt à changer ou amender sa position. Ici les auteurs ont développé la conception de *Moments délibératifs transformatifs*, qu'ils rapprochent de la *catharsis* aristotélicienne. Ces moments indiquent des passages de séquences de paroles vers une délibération plus élevée, ou, au contraire, plus pauvre. Pour le second défi, les grandes divisions semblent être une barrière infranchissable pour la délibération. Or, avec précaution, les auteurs montrent le contraire grâce à l'étude de délibérations entre groupes paramilitaires en Colombie, entre Serbes et Bosniaques, ou encore entre policiers et habitants au Brésil. Des sujets importants du débat dans la communauté des délibérativistes sont approfondis ici, ou posés pour la première fois : la place des histoires personnelles, celle de la rationalité, de l'humour, du silence, celle des promoteurs de la délibération et de ceux qui la gâchent. Cet ouvrage est une contribution majeure tant pour faire face à la défiance minant nos démocraties, au respect mutuel des débatteurs, qu'à la construction de solutions pacifiques.

Dans *Le Pouvoir de la majorité. Fondements et limites*, Didier Mineur [44] s'attache à rendre compte de l'autorité dont jouit la règle de majorité. Il restitue tout d'abord l'histoire des justifications du principe majoritaire, de Grotius à Fichte, puis considère les deux voies principales qu'elles empruntent : celle d'une défense par la rationalité du vote majoritaire (la raison du grand nombre) et celle d'une défense par son équité (le poids égal donné à chaque voix). L'objectif de cet ouvrage est de mettre à l'épreuve les différentes tentatives modernes et contemporaines pour penser l'unité de la démocratie, c'est-à-dire pour réconcilier sa dimension procédurale et sa dimension substantielle – le souci de l'égalité de participation et la recherche de politiques justes. L'auteur conclut que le recours à la règle majoritaire ne peut être ultimement fondé en raison, la vérité faisant défaut en politique, mais qu'elle peut néanmoins faire l'objet d'un choix moral : donner le pouvoir à la majorité supposerait d'avoir posé originellement un principe éthico-juridique fondamental, celui de l'égalité entre les personnes qui se trouvent être politiquement en désaccord.

Penser et panser la démocratie [56] est un diagnostic en profondeur du « malaise » de la démocratie libérale, en tant que système de valeurs, régime politique et méthode de gouvernement. De son avènement à la gouvernance technocratique, en passant par ses rapports à la fois conflictuels et dialectiques avec la religion, les auteurs de ce livre, dirigé par Patrick Troude-Chastenot,

cherchent à comprendre ce qui, dans sa trajectoire historique, explique aujourd'hui la méfiance, le rejet, voire la détestation que la démocratie suscite. Face à la multiplication des formes de contestation à son égard, à savoir la libération d'une expression populiste croissante, la démultiplication d'actes terroristes, le fossé des inégalités sociales entre les gouvernants et les gouvernés, la démocratie représentative a-t-elle encore un avenir ? Les auteurs s'emploient à déterminer, chacun avec ses instruments, la cause du « malaise démocratique ». Pour Marcel Gauchet par exemple, l'origine de ce malaise est à saisir dans le déséquilibre de son rapport à la religion.

Dans *Le Travail démocratique* [12], Alexis Cukier explore le rapport entre démocratie et travail dans une démarche de philosophie sociale. Le projet théorique de promouvoir une « propagation de la démocratie à partir du travail » (p. 14) se déploie tout au long d'une analyse située qui dialogue avec la recherche empirique. À la différence des théories de la « fin du travail » et du revenu universel, qui ne posent pas le problème démocratique et laissent ainsi intactes les logiques de domination du travail, Cukier pose la question du travail comme une question politique – c'est-à-dire relative à la reproduction, au contrôle et à la transformation des rapports sociaux (p. 20) –, en vue de le réinventer dans une nouvelle forme, ce qui est particulièrement important, compte tenu de ce que la démocratie au travail n'est pas séparable de la démocratisation de la société dans son ensemble, ainsi que le souligne l'auteur.

PHILOSOPHIE POLITIQUE

Prenant prétexte de plusieurs retraductions de Mill et de Burke, de Locke, Smith et Hume, Aurélie Knüfer [33] propose une réflexion sur le « droit d'ingérence » et la non-intervention à partir d'un corpus de textes de libéraux, la non-intervention ayant constitué un principe normatif du libéralisme naissant, qu'il s'applique dans la sphère économique, politique, internationale ou privée. Il s'agit, pour l'auteure, de montrer comment, pour certains de ces penseurs, « ne pas intervenir » ne signifie pas « laisser faire » et de penser la non-intervention comme un encouragement à se libérer. Aurélie Knüfer établit à travers l'étude de ces textes comment l'enjeu de la libération des peuples a permis d'interroger, de travailler et de déplacer continuellement, dans le libéralisme naissant, les limites de la non-intervention.

À travers la récente traduction d'un ouvrage de 2011 de Hans Jonas [32] sur la généalogie des droits de l'homme, s'ouvre sur ces derniers une perspective originale, permettant de les voir non comme des valeurs mais en leur contin-

gence historique. L'auteur met en exergue l'institutionnalisation des droits de l'homme depuis le XVIII^e siècle, comme innovation juridique et culturelle. L'argumentaire est à la fois historique, sociologique et philosophico-théologique. L'ambition ne consiste aucunement à se borner à un refus relativiste de l'universalisme moral et juridique mais s'ancre dans un universalisme qui réfléchit sur soi, qui s'avoue sensible aux contextes ainsi qu'à un pluralisme axiologique, se réfléchissant dans une perspective éthique.

Dans *One Another's Equals. The Basis for Human Equality*, Jeremy Waldron [60] examine les fondements du principe d'égalité des êtres humains. L'ouvrage, tiré des *Gifford Lectures* prononcées par l'auteur à l'université d'Édimbourg, entend montrer que l'égalité des êtres humains n'est pas justifiée par un trait unique qu'ils auraient en partage et posséderaient dans la même proportion. Elle doit plutôt être affirmée parce que les êtres humains ont tous la possibilité de développer, à des degrés divers, quatre capacités différentes : à la raison, à l'autonomie, à l'agentivité et à l'amour. Plutôt qu'une fondation unique dont il serait possible de dériver un principe applicable de façon univoque aux différentes dimensions de la vie humaine, Waldron s'attache à rendre sensibles les tensions que fait surgir dans la pratique toute justification de l'égalité – qu'elles concernent le traitement des êtres non humains, le statut des êtres humains handicapés, ou les conséquences des différences de degré dans le développement des capacités humaines fondamentales. Il offre ainsi une vision complexe des soubassements et des implications de l'une des idées les plus centrales de la pensée politique occidentale.

L'essai stimulant d'Elizabeth Anderson, *Private Government. How Employers Rule Our Lives (and Why We Don't Talk about It)* [1] invite à penser le pouvoir exorbitant, mais peu théorisé, que les entreprises exercent dans les sociétés contemporaines. Elles constituent à maints égards, montre l'auteure, des gouvernements privés : leur capacité de licencier leur permet d'exercer un pouvoir autoritaire sur les vies des employées, au travail et hors du travail (réduisant leur liberté d'expression ou le droit à la vie privée, notamment). Derrière l'égalité apparente du contrat de travail, les asymétries de pouvoir structurant les rapports entre employés et employeurs créent ainsi des inégalités considérables. Anderson dessine la trajectoire historique du rapport entre marchés libres et égalité de statut. Si, de la guerre civile anglaise à Abraham Lincoln, les penseurs politiques pouvaient croire dans la force égalisatrice et émancipatrice du libre marché, justifiant la lutte contre les monopoles, la Révolution industrielle et ses suites, en réduisant drastiquement la possibilité du travail indépendant et les opportunités d'emploi, ont fait du contrat de travail l'instrument d'une domination arbitraire. Les apologies actuelles du libre

marché, opérant à partir d'une description irréaliste des rapports de force économiques, sont aveugles, selon l'auteur, au pouvoir de type dictatorial exercé par de nombreuses entreprises sur leurs employés. L'ouvrage, tiré des *Tanner Lectures* prononcées à Princeton en 2014, contient des réponses par l'angliciste David Bromwich, l'économiste Tyler Cowen, l'historienne Ann Huges et le philosophe Niko Kolodny.

ESSAIS DE PHILOSOPHIE POLITIQUE

Partant du constat de l'exclusion structurelle de certains groupes sociaux et de certaines revendications, Sina Kramer [35] déploie, sur un plan ontologique, épistémologique et politique, une théorie critique de l'exclusion constitutive. L'ouvrage répond à cette exclusion structurelle par une analyse de plusieurs exemples concrets de contestation de l'exclusion. Il se conclut sur une ontologie politique pluraliste, susceptible de constituer une réponse à cette dernière et un moyen de réaliser davantage de justice sociale.

A contrario et s'appuyant sur les récents mais nombreux mouvements sociaux à travers le monde, tentant de s'organiser de façon horizontale, Michael Hardt et Antonio Negri envisagent, dans *Assembly* [30], une refondation du politique qui puisse se passer d'un pouvoir central et d'un leadership unique. Le refus de cette centralisation, loin d'exprimer le rejet de toute organisation, requiert de la penser à partir des formes démocratiques d'autogouvernement et des pratiques délibératives, mises en œuvre dans les assemblées populaires, où les rôles sont égalitaires et interchangeables. Cette organisation politique est pensée, par les auteurs, comme un droit constituant, *i.e.* comme un mécanisme susceptible d'incarner une alternative politique, pour prendre le pouvoir, à travers la coopération dans la production sociale. Elle s'avère à même de créer et de maintenir de nouvelles relations sociales.

La réédition de l'ouvrage de Christian Laval, *L'Homme économique* [37], permet de revenir sur les fondements du néolibéralisme, consistant notamment dans la croyance anthropologique faisant de l'homme l'inlassable chercheur de son intérêt personnel maximal dans toutes les circonstances de sa vie. La question posée par l'auteur dépasse très largement le cadre de l'économie politique ainsi que l'explication des comportements économiques. Elle concerne plus essentiellement la place fondatrice attribuée à l'homme économique et au critère de l'utilité qui l'accompagne. Il s'agit bien, à travers cette histoire de l'intérêt et de l'utilité, de s'interroger sur la forme, le contenu et la nature de la normativité occidentale moderne.

E. O. Wright [62] affronte, une nouvelle fois, dans *Utopies réelles*, la question de la sortie du capitalisme. L'intérêt de son approche est toutefois de ne pas être seulement théorique mais de s'appuyer sur des expériences d'émancipation contemporaines qui peuvent faire figure de cadres pour une transformation radicale de nos sociétés. L'auteur examine plusieurs innovations institutionnelles incarnant des alternatives émancipatrices, en l'occurrence le budget participatif municipal, Wikipédia, les coopératives de travailleurs autogérés de Mondragón, le revenu de base inconditionnel. La théorie proposée de la transformation sociale invite à penser le socialisme – comme alternative au capitalisme – en termes de processus de renforcement du pouvoir d'agir social (*social empowerment*) par-delà l'économie et l'État.

Walter Scheidel [53] construit une thèse originale et provocante, faisant de la violence le vecteur de réduction des inégalités le plus puissant à travers les siècles, *i.e.* de l'Âge de pierre à nos jours. Il s'appuie sur nombre d'exemples historiques pour le démontrer, en s'intéressant spécifiquement aux inégalités économiques au sein des pays. Loin d'être une apologie de la violence, l'ouvrage vise à mettre en évidence l'effet de chocs violents – comme les guerres, l'écroulement d'empires, d'États ou de nations – sur l'histoire globale des revenus et des inégalités de richesse au fil des temps.

PHILOSOPHIE, THÉORIE ET CRITIQUE SOCIALES

Si la perspective intersectionnelle demande de s'approcher des phénomènes sociaux au prisme de la classe, du genre et de la race, la théorie de la reproduction sociale ne se contente pas de juxtaposer ces catégories conçues comme des entités accomplies, mais en recherche la relation profonde et changeante dans les relations de travail qui reproduisent la société. Cet ouvrage collectif dirigé par Tithi Bhattacharya [5] représente une tentative plurielle de revenir sur les « silences du marxisme » (p. 3) autour du travail reproductif. Plus généralement, il problématise la distinction canonique, et fortement genrée, entre travail « productif » et travail « reproductif », ce dernier demeurant exclu du domaine de ce que l'on entend par « travail », pourtant indispensable pour la production elle-même. Participent également au volume Lise Vøgel, Nancy Fraser, David McNally et Susan Ferguson.

Le revenu de base universel trouve dans la riche synthèse opérée par Philippe Van Parijs et Yannick Vanderborght, *Basic Income. A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy* sa défense théorique jusqu'ici la plus systématique et rigoureuse [57]. Renouant avec une tradition philosophique qui

remonte à Paine et Mill, les auteurs mobilisent la philosophie politique, l'économie et la science politique pour montrer que le revenu de base universel est non seulement un mécanisme efficace pour lutter contre la pauvreté et le chômage, mais également un instrument servant la liberté individuelle et la création d'institutions durables et émancipatrices. Après avoir proposé une justification du revenu de base et après l'avoir contrasté avec les mécanismes concurrents parfois proposés, les auteurs adoptent une perspective historique afin de restituer l'évolution des deux principaux modèles de protection sociale – l'assistance publique et l'assurance sociale –, puis de présenter le revenu de base non simplement comme une politique particulière, mais comme un troisième modèle, mieux adapté à nos circonstances présentes. Ils s'attachent ensuite à montrer, contre les critiques dénonçant son immoralité, que le revenu de base est éthiquement justifié, puis, contre les critiques affirmant son impraticabilité, qu'il est réalisable. La fin de l'ouvrage considère les obstacles actuels à la réalisation du revenu de base, tant du point de vue des résistances politiques qu'il suscite que dans difficultés liées à la mondialisation.

ANALYSES DE LA JUSTICE

Célia Gissinger-Bosse [25] propose un regard original sur le processus judiciaire : celui que portent les jurés sur le procès aux assises. Elle nous permet d'entrer dans une expérience démocratique singulière, à travers cette participation de citoyens, tirés au sort, à l'activité de jugement. L'auteure part des récits des individus pour appréhender la manière dont ils se sont saisis de la posture de juré et du jugement qu'ils ont eu à formuler. Ces témoignages révèlent que cette expérience démocratique singulière produit une inflexion de la perspective des jurés sur l'institution judiciaire, la criminalité, le traitement médiatique des faits divers, ainsi que sur leur compétence personnelle à former un jugement tout de même que sur leur responsabilité de citoyen au sein d'une démocratie.

L'ouvrage décisif d'Emmanuel Renault, *L'Expérience de l'injustice. Essai sur la théorie de la reconnaissance* [49], est réédité dans un format de poche – qui le rendra plus largement accessible – et augmenté d'un avant-propos. L'auteur y souligne le potentiel critique de la théorie de la reconnaissance de A. Honneth, tout en rappelant sa centralité pour les débats animant aujourd'hui la pensée critique, les sciences sociales et la philosophie politique. Comme on le sait, cette théorie permet, par exemple, de rendre compte de la productivité pratique et cognitive de l'expérience du déni de reconnaissance.

ÉTUDES FÉMINISTES

Dans les années 1940, le gouvernement britannique put tirer d'importants avantages de l'intelligence féminine impliquée dans le domaine de l'industrie technologique. Avec les hommes occupés à se faire la guerre, les femmes devinrent en effet de véritables professionnelles et développèrent des habiletés exceptionnelles qui garantirent à l'Angleterre le primat absolu dans ce domaine. Pourtant, à partir de la fin des années 1950, la plupart des employées se virent tout d'un coup remplacées par des hommes qui n'avaient ni leur expérience ni leurs capacités en matière de programmation technologique. Dans son ouvrage, l'historienne Marie Hicks [31] se propose de reconstruire les étapes d'un phénomène historique et sociologique qui conduisit à une véritable discrimination de genre dans un domaine dans lequel l'intelligence féminine avait pu donner ses meilleurs fruits, et qui se trouva progressivement privé de cette richesse. L'auteur nous offre ainsi un reportage détaillé et minutieux de la manière dont le gouvernement britannique donna cours à une déqualification structurelle de la force féminine active, se privant ainsi de la ressource première qui avait garanti le succès de son industrie technologique à partir des années 1940. Ce que le gouvernement britannique programma fut une discrimination de nature sexuelle, fondée sur l'idée selon laquelle une femme qui travaille n'accomplit pas son rôle social de femme et mère. Dans ses pages, Hicks vise ainsi à mettre en lumière comment une initiative de ce genre détermina non seulement un déclasserement de l'industrie britannique en termes de compétitivité mondiale, mais aussi, d'une manière plus générale, une dépréciation imméritée du travail féminin, dont les femmes du monde occidental payent encore aujourd'hui les conséquences.

Se présentant sous la forme curieuse d'une bande dessinée centrée sur l'histoire du féminisme, ce livre [47] est le fruit de la collaboration entre l'artiste Patu et la journaliste Antje Schrupp. Il se révèle être en réalité un travail de reconstruction historique et de réorganisation thématique très riche et complexe. À travers un parcours chronologique allant de l'Antiquité à nos jours, les deux auteurs donnent la parole à une multitude de femmes issues d'époques et de contextes hétérogènes, mais toutes animées par le désir de renverser les hiérarchies sociales, politiques et sexuelles déterminées par l'arbitre masculin. L'ouvrage suit minutieusement la phénoménologie de la pensée féminine et des problèmes liés à la femme tels qu'ils sont apparus et se sont représentés dans l'histoire jusqu'à l'époque contemporaine. Qu'en est-il du féminisme aujourd'hui ? Le problème fondamental se réduit-il à celui de la remise en question de l'identité biologique ou alors à celui de la revendication d'une liberté

sexuelle sans bornes idéologiques ? Les auteurs laissent ces questions en suspens, peut-être pour montrer que le féminisme est tout sauf un problème mort.

L'ACTION, LA VIE SOCIALE ET L'INSTITUTION

Issu des 14^{es} rencontres internationales de la gestion publique, l'ouvrage coordonné par J.-Cl. Barbier [3] est au cœur d'enjeux très contemporains qui renouvellent (autant qu'ils en font valoir la pertinence) la tradition, bien représentée en France, d'une association entre institutions de la protection sociale et conception des politiques sociales. En tant que secteur d'activité, l'Économie sociale et solidaire pose un certain nombre de questions relatives aux valeurs de référence, à leur traduction dans les formes d'organisations, et aux dimensions du « commun » dans la vie sociale. L'ouvrage propose aussi des études de cas nationales.

Conjuguant approche phénoménologique et approche sociologique, Danilo Martuccelli, dans *La Condition sociale moderne* [43], propose une lecture de la modernité et de la condition moderne, ancrée dans l'expérience de la fin de la totalité, qu'il s'agisse de celle qui concerne l'homme et la nature, du cosmos, des mots et des choses, de la séparation entre science, morale et art. Cette interprétation s'appuie sur les spécificités de l'être-ensemble dans les sociétés actuelles. L'auteur, de la sorte, confère une place centrale aux expériences individuelles dans la compréhension que les acteurs ont de leurs sociétés et offre une nouvelle grille d'analyse aux phénomènes sociaux contemporains. Il accorde ainsi une fonction heuristique au pàtir des individus.

Considérant que philosopher c'est *Désobéir* [27], Frédéric Gros propose, chez Albin Michel, un essai sur la désobéissance civique et politique, consistant à poser la question de la désobéissance à partir de celle de l'obéissance. Typologies de l'obéissance et de la désobéissance débouchent sur une théorie de la démocratie critique, entendue non pas comme un système électif, mais comme une tension éthique au cœur de chacun, l'exigence de réinterpréter la politique, l'action publique, le cours du monde à partir d'un soi politique, contenant un principe de justice universelle. Ainsi la « dissidence civique » coïncide avec la constitution d'un sujet politique qui se découvre et se réalise dans l'état de désobéir.

Avec un ouvrage au titre pour le moins étonnant, *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme* [42], Anna

Lowenhaupt Tsing propose une odyssée avec pour fil directeur l'exploitation, au sein d'une économie de marché, des champignons Matsutake poussant « sur les ruines du capitalisme ». C'est en réalité à une réflexion sur la précarité et le capitaliste qu'invite cet ouvrage, en particulier sur le « capitaliste de captation » qui valorise sous forme de marchandise ce qu'il n'a pas produit mais seulement capté. L'ouvrage permet en outre de penser la notion de « viabilité » appréhendée, non pas dans une logique darwiniste d'adaptation d'un vivant particulier à « son » environnement, mais comme capacité, émergeant de la manière dont les vivants composent entre eux et sont susceptibles de tisser des liens qui inventent des possibilités de vie.

Camilla Møhring Reestorff [45] choisit un angle d'analyse original pour aborder la montée de l'extrême droite au Danemark et, plus largement, des « guerres culturelles » en Europe. Elle y met en évidence les dimensions affectives, représentationnelles et institutionnelles des politiques culturelles, en s'appuyant sur des documents et des discours politiques, des archives issues des médias et de la radiophonie, des projets artistiques. Son ambition est de dévoiler les réponses mises en place par les États-nations, lorsque la présupposée naturalité de la perspective de l'État-nation est mise en question. Elle montre ainsi, par exemple, qu'un « nationalisme tiède » se trouve incorporé dans une compréhension consensuelle de l'État démocratique.

Elsa Dorlin propose *Une philosophie de la violence* [16] déployée à partir d'une analyse de la problématisation de la violence dans la pensée politique classique. Elle suggère, à partir de l'exploration de passages à la violence défensive, la nécessité de délaissier le prisme de la philosophie politique classique, focalisé sur la question de la légitimité et sa tradition juridico-politique. Ce faisant, la violence défensive est renvoyée à la nécessité vitale, comme *praxis* de résistance. L'auteure oppose ainsi les pratiques de pouvoir, articulées à une myriade de modalités de brutalité et les « éthiques martiales de soi », qui ont traversé les mouvements politiques et les contre-conduites nourris par une volonté de résistance défensive.

Dans une veine comparable et s'inspirant de Michel Foucault, Simon Lemoine se donne pour objet les *Micro-violences* [40] du quotidien. Son analyse contribue à mettre en évidence les régimes de pouvoir qui se dessinent dans la vie de tous les jours, c'est-à-dire la « microphysique du pouvoir » qui, en l'occurrence, débouche sur une théorie générale de l'aliénation contemporaine. L'auteur décrypte ces micro-violences dans l'ensemble des rôles qu'il nous faut assumer quotidiennement et dans les marges de manœuvre qui nous sont laissées face à eux, ces marges variant en fonction des positions sociales.

L'analyse conclut toutefois que, pour l'essentiel, ces marges de manœuvre se révèlent illusoire.

À ces questions, François Cusset apporte un éclairage macrosocial dévoilant, de façon inattendue, *Le Déchaînement du monde. Logiques nouvelles de la violence* [13], considérant ainsi cette dernière comme « l'impensé majeur, le grand angle mort de notre temps » (p. 10). Se départissant du mythe du recul de la violence, F. Cusset propose plutôt d'embrasser les nouvelles règles de sa circulation, de la guerre aux répressions de masse, du travail à la nouvelle pauvreté, de la sociabilité quotidienne aux haines ordinaires. Ce panorama conduit l'auteur à interroger de façon critique la modernité occidentale décrite comme « processus de civilisation » et à montrer que la conflictualité est passée du régime de l'accident ou de l'exception à celui de son incorporation durable dans les structures et les habitudes sociales contemporaines.

Le n° 92 de la revue *Mouvements* [65] aborde la question de la violence légitime, *i.e.* des actions policières, sous un double prisme, interrogeant d'une part les limites de cette violence, suite aux dénonciations des « abus » policiers, en France comme en Amérique du Nord, et interroge, d'autre part, les expériences de sécurisation de l'espace public sans la police, notamment lorsqu'elles s'associent à des formes de justice autonome, fondées sur le droit commun. Il s'agit, en particulier, dans ce second cas d'étudier les pratiques d'autodéfense, mises en œuvre par les nations premières en Amérique du Nord ou bien par les féministes radicales. Le dossier proposé vise ainsi à réfléchir au sens et à la réalité d'un maintien de l'ordre sans les institutions policières de l'État.

Abordant une myriade de phénomènes contemporains – de l'occupation des places aux faits de guerre en passant par les politiques sécuritaires et la répression de l'aide – l'ouvrage de J. Butler, Z. Gambetti et L. Sabsay [8] accorde une place importante au corps humain dans les mouvements sociaux, institutionnels et politiques. Pour autant, la vulnérabilité est abordée comme une construction sociale dont il est instructif de suivre les ramifications (dans le néolibéralisme et les discours de la politique sécuritaire notamment) pour comprendre les formes de répression et de résistance qui s'ensuivent, à bonne distance de la polarité traditionnelle de la vulnérabilité et du paternalisme.

Françoise Vergès convoque, dans *Le Ventre des femmes* [58], les catégories de genre, race et classe pour aborder les politiques françaises en matière d'avortement et de contraception dans les départements d'outre-mer au cours des années 1960-1970. L'étude des politiques de la reproduction durant la période coloniale permet de mettre en lumière la gestion du ventre des femmes, laquelle éclaire également la colonialité du pouvoir, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Françoise Vergès contribue ainsi à une analyse des politiques de

biopouvoir dans les Outre-mer durant la V^e République. Se trouve, par l'analyse de ce nouvel exemple, mises en évidence l'assignation des femmes à la reproduction ainsi que la dimension racialisée de cette assignation.

Sujatha Fernandes [19] inaugure une analyse détaillée des modes de narration contemporains. Explorant l'exemple du projet d'aide aux femmes afghanes et son exposition en ligne, elle dévoile combien ces modes de narration sont commandés par des logiques utilitaristes ainsi que par une production libérale et néolibérale du sujet. Associant les outils du matérialisme historique à une perspective foucauldienne et gramscienne, l'auteure identifie les tensions, les critiques et les résistances au processus de néolibéralisation sous-jacent à ces récits. En ce sens et bien que le néolibéralisme se déploie avec toujours plus de force, comme mode de gouvernance et modèle économique, l'ouvrage suggère qu'il ne se reproduit toutefois pas sans anicroches.

Optant pour une perspective radicalement antinomique, Grégory Daho propose, dans *La Transformation des armées. Enquête sur les relations civilo-militaires en France* [14], une analyse du retour de la guerre et du paradigme de la violence « légitime » au sein des démocraties occidentales depuis la fin de la guerre froide et en particulier en France depuis les années 1990, à partir du prisme très particulier de la coopération civilo-militaire. L'auteur souligne l'abandon progressif de la « thèse de l'adaptation », expliquant les transformations des organisations militaires à partir de l'évolution de l'environnement stratégique, et des illusions l'accompagnant. Son objectif consiste à « réincarner » l'analyse des processus d'institutionnalisation, de transformation des organisations et de fabrication des doctrines militaires, à partir d'une approche délibérément constructiviste. L'intérêt de l'ouvrage et de l'étude de l'institutionnalisation des activités civilo-militaires est d'aborder les réformes de la Défense française, les mobilisations collectives, les engagements individuels, les représentations des membres de ces institutions et leurs interactions.

Explorant de façon exhaustive les milliers de messages et télégrammes qui ont été envoyés au Soviet de Petrograd au moment de la chute du tsarisme, Marc Ferro [20] étudie le mode de constitution et de fonctionnement des institutions soviétiques (partis, syndicats, institutions sociales et politiques) qui donneront lieu à un totalitarisme. L'auteur propose une interprétation de la révolution comme rupture avec la destination première des institutions, consistant à satisfaire les besoins collectifs des citoyens.

La revue *Réseaux* [66] propose un numéro éclairant sur les outils et les contenus de communication de l'extrême droite occidentale, dans la pluralité de ses formes, institutionnelles et non partidaires. Il apporte des éléments décisifs à une réflexion sur les phénomènes de fascisation des espaces publics

occidentaux et de la droite conservatrice classique. L'intérêt du recueil réside dans l'exploration de ces phénomènes à partir de la diversité des manifestations idéologiques en ligne de ces courants de pensée. Il permet en outre, à partir de la catégorie de « droites extrêmes », de reconsidérer à nouveaux frais les notions de populisme, d'autoritarisme, de nationalisme, de conservatisme, de fascisme ainsi que les façons dont les acteurs de ces mouvements se désignent eux-mêmes.

NORMES, VALEURS ET RAISONS

Les *Lettres à un travailleur social* de Fernand Deligny, postfacées par Pierre Macherey [15], en dépit de leur hermétisme ouvrent à une réflexion sur les risques d'une liberté normée par une perspective individualiste et d'une croyance indéfectible dans le « sujet absolu » et la « conscience de soi ». Deligny explore cet « entre » – « entre » les individus, « entre » les individus et les choses, « entre » les choses – qui échappe au langage mais qui constitue les vides qui les séparent et, paradoxalement, les interstices qui les relient, en les renvoyant à un commun originel.

Dans un monde toujours plus fragmenté par des conflits de nature culturelle, politique et religieuse, où l'on a du mal à choisir la meilleure attitude à adopter afin de vivre en harmonie avec les autres, la question de la solidarité se repose dans toute sa complexité. Qu'est-ce qu'être solidaires ? Venir en aide aux autres ? Se sentir impliqués dans un projet commun ? Avoir une conscience de classe ou de genre ? Être philanthrope ? Les facettes de la solidarité sont multiples et hétérogènes car des liens solidaires peuvent se créer entre individus différents, entre cultures similaires, entre individus d'un même pays, entre étrangers ou encore entre un État et ses citoyens. Voilà pourquoi s'impose la nécessité de remettre en question la possibilité d'une seule définition de la solidarité et d'étudier les formes de solidarité potentielles ou déjà en acte dans le monde contemporain. L'ouvrage sous la direction de Michel Wieviorka [61] se propose ainsi d'entrecroiser des approches philosophiques, sociologiques, historiques et géopolitiques dans le but d'interroger le sens, l'histoire et l'actualité d'une idée dans toutes ses manifestations.

RELIGION ET POLITIQUE

Défendant un postulat audacieux – *i.e.* la religion est une catégorie racialisée –, Theodore Vial envisage de montrer, dans *Modern Religion, Modern Race*

[59], que les concepts de race et de religion se nourrissent du projet, né après les Lumières, de repenser que ce que signifie être humain. Les deux catégories sont conçues comme les deux faces d'une même médaille dont les généalogies s'entrelacent. Toutes deux sont également des piliers de la modernité. Elles constituent également des références normatives et organisatrices du monde social comme de la construction des identités aussi bien individuelles que collectives. Sous cet aspect, l'ouvrage constitue une contribution centrale à l'analyse de la racialisation des études portant sur la religion.

Julien Talpin, Julien O'Miel et Frank Frégosi ont endossé un parti pris original pour aborder l'islam : le recueil dirigé [55] vise à mettre en évidence le rôle de cette religion dans la mobilisation sociopolitique des acteurs aujourd'hui en France et où la référence à l'égalité joue un rôle moteur. Les textes rassemblés permettent de porter un regard nouveau sur l'hypothèse d'une faible mobilisation des musulmans dans l'espace public et le soupçon de communautarisme souvent formulé à l'endroit de cette communauté. Il s'agit ainsi de comprendre la place aujourd'hui jouée par la religion dans l'engagement individuel et collectif d'une communauté française spécifique, *i.e.* le rapport ordinaire à l'islam et sa capacité à favoriser la participation civique et politique, plutôt que violente et illégale.

La place de la religion dans les démocraties libérales est l'objet de l'étude originale et stimulante de Cécile Laborde, *Liberalism's Religion* [36]. L'auteur interroge le principe de séparation entre Église et État et sur les principes éthiques qui le justifient. Les travaux de philosophie politique contemporaine consacrés à la neutralité libérale tendent à considérer la religion comme une forme particulière de conception de la vie bonne : ils généralisent le principe de laïcité en un principe de neutralité de l'État vis-à-vis des « doctrines compréhensives ». Si elle admet que la religion ne devrait pas faire l'objet d'un traitement spécifique, Laborde souligne toutefois que cette analogie est réductrice : une religion n'est pas seulement une doctrine offrant une certaine vision de la vie bonne, c'est également une manière de vivre, une représentation de la justice, des formes spécifiques d'association et des identités collectives. Elle propose donc de « désagrèger » la religion, en distinguant ses principales dimensions pertinentes du point de vue de l'État libéral. Elles soulèvent des difficultés distinctes, qui peuvent être tranchées en mobilisant trois principes libéraux : l'accessibilité publique des raisons, l'égalité civique et la liberté personnelle. Ce cadre théorique, qui dispense de recourir au concept de « religion » dans la justification des politiques étatiques, permet d'apporter des réponses nuancées aux problèmes des revendications d'exemption religieuse.

ÉCONOMIE ET PHILOSOPHIE

La *Revue* trimestrielle *d'histoire de la pensée économique* [64] a pris la relève d'une série disparue et livre (en français et anglais) des analyses d'histoire de l'économie politique – ici : étude érudite (J.-D. Boyer) des modèles de circulation chez Cantillon, Mirabeau et Quesnay, contributions d'un symposium « Économie et religion » (2015, IEP Lille, 7 auteurs) et revue de livres. L'histoire (comme l'épistémologie, peu présente ici) s'écarte souvent des enjeux de la théorie économique : ici, elle retrouve les concepts de travail, bonheur, hédonisme notamment. Pour autant, économistes ou philosophes peu tentés de revitaliser le calvinisme (même chez Smith – et Weber pouvait être plus discuté) ou la doctrine sociale de l'Église (*Laudato Si'* du pape François) trouveront-ils grand intérêt au symposium ? Keynes et Arendt y sont convoqués à « rejeter l'hédonisme économique » et Benjamin (*Kapitalismus als Religion*) avec l'*Expo 2015 Milan*, dans un texte qui trop embrasse. Les leibniziens liront une belle étude sur la théodicée contestant J. Elster. Critiques du capitalisme et du laisser-faire forment le fonds commun.

De l'inégalité [21] soulève une question centrale, celle des inégalités économiques, considérées comme le problème le plus important des sociétés contemporaines. La réduction des inégalités économiques dans une société est-t-elle un idéal moral ? Selon Frankfurt, le point de vue égalitariste fait fausse route. Car le problème moral pertinent réside moins dans la différence de revenus entre les mieux lotis et ceux qui en ont moins que dans le nombre de plus en plus important de ceux qui n'en possèdent que très peu, voire pas assez. Pionnier de la théorie suffisantiste, Frankfurt soutient l'idée que ce qui compte moralement, c'est de faire en sorte que chacun puisse posséder suffisamment de ressources économiques pour mener une vie digne, respectueuse de soi et des autres. Toutefois, si l'égalité économique n'est pas souhaitable, parce que dépourvue de valeur morale, sa poursuite pourrait favoriser d'autres valeurs dérivées. Or, selon Frankfurt, la théorie égalitaire confond égalité et respect. Traiter des personnes avec respect ne signifie pas les traiter de manière indifférenciée, mais plutôt tenir compte du caractère spécifique de chacune d'elles.

L'ouvrage de M. Feher [18] se concentre sur le genre de déplacement de la question sociale sous l'impact des nouvelles modalités de constitution et de circulation du capital, mais aussi des nouvelles formes de prise de position critique face à l'emprise de la finance sur la société et l'économie (y compris les décisions des particuliers et celles des gouvernements). Le thème de la financiarisation de l'économie et des relations sociales est, de fait, devenu indissociable de l'étude des questions sociales et des politiques sociales. Dans une

démarche engagée, c'est un regard par ailleurs critique et informé sur les conséquences actuelles de la révolution conservatrice néolibérale qui est proposé.

Dans le « champ éclaté » de l'économie écologique, l'ouvrage très synthétique de A. Douai et G. Plumecocq [17] met en valeur les éléments potentiellement fédérateurs qui tiennent à la référence aux écosystèmes et à la soutenabilité. Sans dissimuler ce qu'a d'ambigu l'apport des sciences économiques, les auteurs mettent très bien en valeur le potentiel « vivifiant » de la problématique écologique au regard de différents courants de pensée en économie, sans en exclure le courant qui passe pour dominant ou standardisé. L'ouvrage se recommande en particulier par les efforts de périodisation de l'histoire de la pensée récente, par les références à l'analyse des services écosystémiques et par la prise en compte de l'influence des doctrines de la « gouvernance ».

LIBÉRALISME

L'ouvrage de Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale* [38] entend confronter les travaux, inachevés, de ces deux figures majeures de la pensée critique sur le néolibéralisme. Réunissant des textes tirés de séminaires et cours donnés par l'auteur, il propose une série d'études sur chacun de ces penseurs, reconstituant l'émergence du problème néolibéral dans leur pensée puis son évolution. La confrontation proprement dite de ces pensées est limitée à une brève conclusion, regrettant l'absence de dialogue entre le philosophe et le sociologue sur cet objet, mais soulignant également qu'ils partagent le projet de penser l'historicité de l'homme économique. Le volume *Michel Foucault* coordonné par Héloïse Lhéréty [41] réunit quant à lui, à destination du grand public, de courts textes de spécialistes de la philosophie foucauldienne, de philosophes, d'écrivains et de journalistes, dans le but d'en offrir une vision d'ensemble.

À l'instar de la plupart des pans de la société, l'éducation supérieure a été très largement remodelée dans le monde entier par des prescriptions néolibérales. Cet ouvrage de Lawrence Busch [7], initialement publié en français, retrace les bouleversements connus par les centres de recherche et les universités sur les quarante dernières années, en se focalisant plus précisément sur le Royaume-Uni et les États-Unis. Quatre points fondamentaux sont soulignés. Tout d'abord, les administrations se sont vu doter d'une plus grande autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, entraînant une logique de compétition entre les institutions. Ensuite, l'accès à la connaissance pour les étudiants a davantage

été perçu comme un bien de consommation privé que comme un bien commun public. L'auteur souligne en outre une perception de plus en plus individualisée de la recherche au cours des dernières décennies : celle-ci ne serait que l'œuvre d'un processus individuel et non collectif, l'importance du nombre de publications étant ainsi survalorisé. Enfin, le soutien des pouvoirs publics en faveur de l'enseignement supérieur se montre de plus en plus faible. Comme le défend Lawrence Busch, ces évolutions ne sont pas sans conséquence pour l'enseignement supérieur : les chercheurs sont soumis à des impératifs de court terme, et on observe une évolution des finalités des enseignements du supérieur, avec une priorité donnée à la compétitivité des futurs travailleurs. Plus largement, l'image et l'importance de l'enseignement supérieur au sein de la société s'en trouvent profondément altérées.

ÉTHIQUE ET SOCIÉTÉ

Le sujet de *Subjectivation et désobjectivation. Penser le sujet dans la globalisation*, ouvrage collectif, est un des grands thèmes de travail du sociologue Michel Wieviorka [6]. Il reproduit quelques-unes des interventions d'un colloque réunissant nombre de ses anciens étudiants. Les auteurs s'intéressent plus spécifiquement à la capacité ou au contraire aux difficultés d'être sujets au sein du monde contemporain. Trois grandes caractéristiques propres à ce monde, qui forment autant de parties au sein du livre, sont retenues : la mondialisation et les mutations des ordres sociaux nationaux qui en découlent, le multiculturalisme et les revendications qui se multiplient au nom d'une meilleure reconnaissance de la diversité, enfin la violence exprimée sous diverses formes. Face aux bouleversements engendrés par ces trois éléments, les différentes contributions précisent comment les acteurs de la société réinventent leur mode d'être et d'agir pour former des sujets à part entière, au sens où ils se construisent comme des individus capables de formuler des choix, de produire des trajectoires singulières ou, au contraire, comment ces mêmes acteurs ne parviennent pas à faire face à ces nouveaux obstacles et se retrouvent ainsi soumis à une forme de désobjectivation.

Dans *Motivation Ethics*, Mathew Coakley [10] développe un ambitieux projet – identifier et défendre une théorie morale inédite : l'éthique de la motivation – distinguée tant du conséquentialisme et du déontologisme que de l'éthique des vertus. Il développe, pour ce faire, une réflexion sur la méthode en philosophie morale. L'évaluation morale peut, juge l'auteur, porter sur ce qui arrive aux êtres (le bien), sur les actions (la rectitude morale) et sur les

agents (la valeur morale). La plupart des théories morales considèrent un seul de ces critères, parfois deux. Mais elles ignorent fréquemment la cohérence des évaluations qu'elles produisent sur ces différents objets, de telle sorte, par exemple, que la caractérisation morale qu'elles offrent des actions ne leur permet pas d'offrir une théorie cohérente de ce qui rend les agents bons ou mauvais. Or l'éthique de la motivation pourrait, mieux que ses rivales, assurer la cohérence de ces évaluations. Elle affirme que la valeur morale d'un agent dépend du degré auquel il a pour motivation de promouvoir le bien de tous. Elle combine ainsi la prémisse conséquentialiste selon laquelle le bien moral doit être compris comme ce qui est bon pour tous, avec la prémisse, commune au kantisme et aux théories des vertus, selon laquelle l'agent, et non l'action, est l'objet privilégié de l'évaluation morale.

Fair Work. Ethics, Social Policy, Globalization [52] aborde la question du « travail juste » dans la double perspective de la théorie éthique et des politiques sociales. Il s'interroge sur les devoirs moraux au travail à partir des outils de la philosophie morale kantienne. D'où la question : « qu'est-ce que signifie traiter les travailleurs comme des fins en soi ? » (M. D. White). La question très controversée de savoir s'il y a un « droit au travail » est également abordée (K. P. Schaff), alors que l'on conteste l'éthique traditionnelle du travail par les vertus d'une éthique du jeu (J. Baker). Dans la deuxième partie, l'ouvrage en vient à l'analyse normative des politiques sociales : le « crédentialisme » (Randall Collins) et les inégalités du travail qui lui sont associées (R. Curren) ; le bien-être au travail (M. Kuroki) ; les politiques, moralement problématiques, de priorité migratoire pour les travailleurs migrants qualifiés (M. Lindauer) ; la « féminisation de la responsabilité » dans un cadre global de répartition inégale du travail entre Sud et Nord dans le monde (S. Khader).

Penser le politique à l'heure de l'éclatement des repères et de la menace de nouvelles servitudes, recueil collectif dirigé par Louis-André Richard [50], constitue une interrogation centrale sur le devenir des libertés privées et publiques au sein des sociétés contemporaines, sur notre rapport à celles-ci face au développement de nouvelles formes de servitude (l'intolérance, la violence, le repli sur soi). L'interrogation porte également sur le rapport de la société actuelle au retour de l'Homme à son humanité, à la terre, à la mort. Les auteurs posent donc deux problèmes principaux qui structurent l'ouvrage. Le premier renvoie aux repères civiques permettant de faire coexister pacifiquement des citoyens aux croyances, aux origines et aux cultures multiples et diverses, au sein d'une même société. Comment être et agir dans et avec le multiple ? Le second problème évoque le rapport de la société politique à l'euthanasie. Peut-on saisir la volonté de se maintenir en vie et d'évoluer dans

la société, sans s'interroger sur ce qui la structure, la mort ? Tels sont les deux grands chantiers auxquels la réflexion politique est appelée à délibérer, selon ce collectif.

La panique morale est ici résumée [11], comme les problèmes sociaux qui nous inquiètent et nous angoissent le plus. Les domaines abordés sont aussi variés que l'éducation des enfants, la pornographie sur Internet, la pédophilie, la cause animale, les types de mariages, ou encore l'intégration des Roms. Cet ouvrage est le résultat d'un projet financé par l'Economic and Social Research Council (UK) et d'un séminaire tenu dès 2012 à l'occasion des 40 ans de l'ouvrage du sociologue et criminologue Stanley Cohen, mort en 2013, de la London School of Economics, issu d'Afrique du Sud, *Folk Devils and Moral Panics*. Il avait alors proposé cinq stades dans la panique morale, qui peuvent se chevaucher : une situation, une personne ou un groupe émerge comme une menace pour les valeurs et les intérêts sociaux généraux ; leur nature est présentée de façon stéréotypée ou stylisée par les médias de masse ; des barrières à ne pas franchir sont dressées par des éditeurs, des responsables politiques, religieux ou autres, de droite ; des experts accrédités proposent leurs solutions ; des moyens de faire face sont développés, ou le plus souvent on y a recours ; la situation disparaît ou alors elle se dégrade et devient plus visible. Les auteurs de cet ouvrage sont principalement des sociologues étudiant le domaine du travail social, se reconnaissant comme « entrepreneurs moraux » (p. XII), puisqu'ils disent à la société (gouvernement, décideurs, praticiens, public) ce que sont les problèmes sociaux et comment ils devraient être compris et traités. Ils assument donc qu'ils expriment des idées sur la façon dont nous devrions vivre et que signifie être humain, reconnaissant leur profession comme moralisatrice. Certes, la notion de panique morale a été utilisée par d'autres auteurs avant Cohen, et après lui, que compare le commentaire de Charles Critcher. On peut regretter de ne pas voir figurer dans cette analyse l'ouvrage de notre regretté collègue et ami le philosophe Ruwen Ogien, intitulé *La Panique morale* (Grasset, 2004). Certes, cette panique est traitée bien différemment ici.

ÉTHIQUE ET ENVIRONNEMENT

En partant de points de vue différenciés, Canada, Brésil, Belgique, Sénégal, Suisse et France, *À chacun son développement durable ? De la diversité culturelle aux nanotechnologies*, cet ouvrage critique [46] l'éclipse du concept de diversité culturelle dans le discours sur le développement durable. Interdisciplinaire, il aborde des sujets aussi variés que les éco-villages au Sénégal, la place

des nanotechnologies dans l'agriculture des pays du Sud ou en médecine. Il fait le tour du questionnement éthique sur l'usage des nanotechnologies dans divers domaines d'application et sous l'angle des brevets, ainsi que sur les raisons d'impliquer des publics aux débats sur ces sujets.

ÉPISTÉMOLOGIE, SCIENCES ET ÉTHIQUE TECHNOLOGIQUE

Une approche très originale du transhumanisme en partant d'une enquête menée à la première personne, le carnet de bord d'un journaliste au chevet de sa mère diagnostiquée Alzheimer [2]. À partir de là, il interroge les spéculations des laboratoires pharmaceutiques et surtout les projets « mégalomaniques » de grands groupes internationaux. Très critique, à l'image du sous-titre, il rappelle à plusieurs occasions un certain bon sens, comme le chapitre intitulé : « La vieillesse n'est pas encore une maladie ».

Joshua Greene [26] s'appuie sur les travaux récents réalisés en neurosciences et en sciences cognitives pour interroger notre sens moral. Il montre notamment comment la pensée morale est conditionnée par l'émotion et la raison, et comment cette morale « double » reflète la structure générale de l'esprit humain. L'ouvrage propose également une métamoralité, *i.e.* une philosophie globale propre à départager les morales tribales concurrentes, tout comme la morale d'une tribu permet d'arbitrer les intérêts conflictuels de ses membres.

Préfacé par Julian Assange, *La Traque des lanceurs d'alerte* [24] de Stéphanie Gibaud propose un panorama de la trajectoire de trois lanceurs d'alerte permettant de repenser certains des aspects constitutifs de la démocratie. L'incursion dans ces parcours et les difficultés qu'ont rencontrées ces individus autorisent à saisir le sens de la responsabilité individuelle et politique dans un contexte de mise en danger de soi, la constitution de l'exemplarité, ainsi que la capacité à prendre conscience des limites du système actuel, en apprenant à regarder au-delà des propres filtres que chacun construit sur son environnement immédiat.

Neuf essentiels pour penser la culture en commun(s) [63] apporte un éclairage sur le champ des communs à partir d'une perspective multiple : juridique, culturelle, épistémologique, politique, sociale. Il s'agit d'une utile mise au point à l'heure de l'inflation de la référence à ce vocabulaire qui permet, dans chacun des domaines évoqués, de préciser la notion à partir du cadre théorique considéré comme classique. L'ouvrage est commode puisque constitué de treize notices brèves, structurées de façon comparable, concernant chacun de ses

aspects. Il vise, plus généralement, à suggérer la diversité des références faites aux communs ainsi que la pluralité des approches que cet objet suscite.

Recensions de :

- Gilles Campagnolo : 64.
- Denise Celentano : 5, 12, 51, 52.
- Morgana Farinetti : 31, 34, 47, 61.
- Charles Girard : 1, 10, 28, 29, 36, 38, 41, 44, 57, 60.
- Caroline Guibet Lafaye : 4, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 35, 37, 40, 42, 43, 45, 49, 53, 55, 58, 59, 62, 63, 65, 66.
- Clément Mougombili : 21, 48, 50, 56.
- Emmanuel Picavet : 3, 8, 9, 17, 18, 23.
- Bernard Reber : 2, 11, 46, 54.
- Cédric Rio : 6, 7, 39.